Ordres et institutions. Les processus institutionnels chez Hayek et Lachmann

Stéphane Longuet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/821>
DOI : 10.4000/ei.821
ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004
Pagination : 71-94
ISSN : 1775-2329

Référence électronique

Stéphane Longuet, « Ordres et institutions. Les processus institutionnels chez Hayek et Lachmann », *Économie et institutions* [En ligne], 4 | 2004, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 02 mai 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/ei/821> ; DOI : 10.4000/ei.821

Ordres et institutions. Les processus institutionnels chez Hayek et Lachmann*

Stéphane Longuet, CRIISEA

Si la réflexion sur les institutions intègre désormais largement une analyse des problématiques autrichiennes (voir par exemple Rutherford (1994)), l'attention portée aux différences à l'intérieur de cette tradition est généralement limitée. On peut cependant considérer la tradition autrichienne comme composée, à l'heure actuelle, de trois principales branches : l'une, avec les héritiers de Mises s'attache à maintenir la démarche déductive et *a priori* de la praxéologie ; une autre, autour des idées hayékiennes, fonde l'analyse sur les concepts d'évolution, d'ordre spontané et de comportements gouvernés par les règles ; une dernière enfin, dans la filiation de Lachmann, souhaite tirer toutes les conséquences logiques du subjectivisme considéré comme caractéristique essentielle de la tradition autrichienne. Loin d'être négligeables, les différences entre les auteurs apparaissent, sur des points fondamentaux, significatives d'un clivage qui tend à s'approfondir.

La façon dont les institutions sont pensées et intégrées à ces différentes approches est révélatrice des tensions qui les traversent. En particulier, la comparaison entre les analyses de Hayek et Lachmann nous permet de saisir comment, bien que comparables à un haut niveau de généralité, elles donnent naissance à deux problématiques dont la différence tend à s'accroître. Au sein de la tradition autrichienne, en effet, Hayek et Lachmann ont tous deux été rejetés comme « déviationnistes » par certains disciples de Mises (Selgin, 1988). Les deux auteurs ont, surtout, comme point commun de relier le problème des institutions à un degré plus ou moins important d'ignorance individuelle. Autrement dit, on peut considérer que, dans les deux cas, et à un niveau très général, le problème qu'ils se posent est comparable : comment, et à quelles conditions les institutions permettent-elles aux individus de dépasser leurs connaissances limitées¹ ?

* Je remercie les deux rapporteurs qui m'ont permis d'améliorer une première version de ce texte.

1 Si Hayek aborde cette interrogation à travers sa réflexion sur les règles, Lachmann emploie plus directement le terme « institutions ». C'est bien le même objet qu'ils considèrent car ce dernier terme renvoie chez Lachmann à la réflexion sur les règles. Il nous dit en effet, comme nous le verrons, que les institutions sont des « cartes d'orientations » (1970, p.13) et, plus loin, il assimile « l'ensemble des points d'orientation » aux « règles d'un jeu ».

Nous allons considérer la façon dont Hayek et Lachmann abordent le processus institutionnel, c'est à dire la logique de cristallisation et de transformation des règles. Nous verrons tout d'abord que, dans chacune des deux approches, ce processus est marqué par une tension fondamentale -de nature différente selon les auteurs- qui souligne la possibilité d'un désordre endogène (1). La volonté de dépasser cette tension a un effet sur la position bien souvent symétrique que les deux auteurs adoptent à l'égard de certains concepts clés. De ce point de vue, le statut des organisations, qu'elles soient privées ou publiques, nous apparaîtra significatif (2). Pourtant tous deux en viennent, de manière plus ou moins implicite, à donner à l'Etat un rôle essentiel dans le dépassement de ces tensions. La réflexion sur le statut du politique apparaît alors comme un élément fondamental de leurs analyses du processus institutionnel. La différence de leurs approches du pluralisme révèle, finalement, la profondeur du clivage entre leurs deux représentations (3).

1. Evolution et institutions

Hayek et Lachmann abordent le problème des institutions sous un angle différent. Le premier s'intéresse à la relation entre règles et ordres spontanés, alors que le second s'attache à la double dimension de flexibilité et de cohérence que doit satisfaire un ordre institutionnel. Tous deux, de manière implicite pour l'un et explicite pour l'autre, en viennent à souligner les tensions, voire les contradictions, qui peuvent traverser un processus institutionnel.

1.1. Ordres spontanés et savoirs collectifs

Partons de la façon dont se pose le problème des institutions chez Hayek. En suivant des règles, les individus donnent naissance à un ordre spontané qui stabilise l'environnement en amortissant l'effet de la variation des circonstances externes. Ces règles sont stabilisatrices dans la mesure où, comme le dit Hayek, elles permettent aux individus de répondre « aux circonstances externes qu'ils vont probablement rencontrer » (Hayek, 1967b, p71). Il nous faut donc envisager la variation de l'environnement, chez Hayek, d'une double manière. D'une part une variation dont la possibilité est déjà intégrée par les règles de conduite qui sont adaptées à cet environnement : les individus sont dotés de dispositions qui leur permettent d'agir dans des circonstances changeantes. D'autre part, une variation que l'on peut qualifier de fondamentale dans la mesure où la modification des circonstances externes fait émerger une nouveauté qui ne peut être absorbée par les règles de conduite individuelles existantes. C'est cette variation

fondamentale qui peut mettre en péril l'ordre spontané et qui exige l'adoption de nouvelles règles. Le changement de règles est donc un complément indispensable au fonctionnement de l'ordre spontané. C'est ce changement qui permet l'adaptation à la variation fondamentale des circonstances externes et garantit le maintien dans le temps de l'ordre spontané.

La place du concept d'ordre spontané dans le raisonnement de Hayek permet de comprendre pourquoi c'est à travers le groupe que va s'effectuer la sélection des règles efficaces. L'ordre spontané, en effet, filtre les changements de l'environnement externe qui ne se trouvent pas en relation directe avec les comportements individuels. Cet ordre fournit donc le critère qui permet d'identifier les règles efficaces. Seront efficaces, non pas les règles qui facilitent l'adaptation individuelle aux changements fondamentaux, mais celles qui garantissent la permanence de l'ordre spontané. Le savoir acquis, qui se cristallise dans les règles adaptées, a donc bien, par son critère de sélection même, une dimension collective : « (...) le processus de sélection de l'évolution opérera sur l'ordre comme un tout (...) », souligne Hayek, puis, il précise : « qu'une nouvelle règle, *en combinaison avec toutes les autres règles du groupe* et dans l'environnement particulier dans lequel elle existe, accroisse ou réduise l'efficacité du groupe comme un tout, cela dépendra de l'ordre auquel une telle conduite individuelle aboutit » (Hayek, 1967b, p.71, c'est moi qui souligne).

La logique de l'évolution, chez Hayek, ne se réduit cependant pas à un changement progressif du système de règles. Elle incorpore en effet une dimension d'accumulation de ce savoir collectif qui modifie le contenu de ce système. A cet égard, un parallèle semble éclairant entre le processus cognitif de *The Sensory Order* (1952) et le processus d'évolution institutionnelle. Dans *The Sensory Order* l'adaptation à l'environnement correspondait à une modification du « modèle » de l'environnement c'est à dire à une modification de la façon dont les individus classent les inputs sensoriels de leur environnement immédiat. Hayek soulignait, dans cet ouvrage, que chaque modification du cadre de classement correspond à l'acquisition d'une connaissance sur le principe même de ce classement. Or une telle connaissance ne peut, selon lui, être réfutée par l'expérience et constitue un élément *a priori* dont la part augmente au fur et à mesure que les opérations de classification se développent. Nous retrouvons une logique comparable dans l'analyse de l'évolution des règles. Chaque changement fondamental de l'environnement externe détermine l'émergence de nouvelles règles particulières susceptibles d'assurer la permanence de l'ordre spontané. Il correspond aussi à l'acquisition d'un savoir plus fondamental sur les limites au sein desquelles les règles peuvent varier. C'est ce savoir fondamental qui constitue la partie croissante et non réfutable que contient un système de règles. On reconnaît là la « tradition » défendue

par Hayek, tradition qui joue le même rôle que le principe ordonnateur de sa théorie des processus cognitifs.

1.2. Flexibilité et cohérence

L'interrogation implicite qui gouverne l'analyse de Lachmann ne peut être mise au jour qu'en référence à la relation fondamentale entre esprit actif et variation de l'environnement. Cet esprit actif forme des plans qui sont des desseins mentaux établis avant la réalisation de l'action (Lachmann, 1970, p.31). Chaque plan contient une « prise en compte étendue des fins, moyens et obstacles vers lesquels un cours d'action est orienté. Il fournit un cadre systématique de tous les points d'orientation pertinents pour un cours donné d'action. » (Lachmann, 1970, p.38). L'action des autres individus, volatile, ne peut fournir des points d'orientation stables. Ce seront les institutions qui joueront ce rôle. Elles serviront de « poteaux indicateurs » communs aux divers individus et, en tant que telles, elles faciliteront leur coordination. Points nodaux de la société, ce sont pour Lachmann des schèmes d'orientation de second ordre « vers lesquels les planificateurs orientent leurs plans comme les acteurs orientent leurs actions vers un plan » (Lachmann, 1970, p.50). Comme la théorie des processus de marché, la théorie des institutions doit tirer les conséquences de la variation de l'environnement. Comme Hayek, Lachmann est conduit à s'interroger sur le changement de ces institutions et sur l'effet de ces changements. Les institutions doivent en effet se transformer pour répondre à la modification des circonstances externes. Comment penser une telle transformation ? Nous avons vu que Hayek pensait la transformation institutionnelle en termes d'adaptation à l'environnement. Lachmann a une interrogation différente, car il s'intéresse aux problèmes posés par l'effet des changements sur les plans individuels. En effet, si les poteaux indicateurs se déplacent constamment ou disparaissent, leur variabilité ne leur permet pas de servir de référence stable à la formation des plans.

Il faut donc que le changement des institutions puisse être concilié avec un degré suffisant de permanence. Autrement dit, il faut préciser les conditions d'existence et de maintien d'un « ordre institutionnel », c'est à dire d'un ensemble d'institutions ayant une cohérence suffisante pour être capable de survivre, en tant que tel, aux changements de ses éléments individuels (1970, p.74). Ainsi le changement d'institutions sera abordé à partir du problème posé par la conciliation nécessaire entre la flexibilité des institutions et la cohérence de l'ordre institutionnel, car le processus de sélection est différent du processus hayékien. Les institutions organiques résultent d'innovations institutionnelles qui ont réussi. Comme les innovations économiques, les innovations institutionnelles sont le résultat de l'action intéressée de certains individus (des « entrepreneurs institutionnels »). Comme sur le marché, certaines innovations échoueront, d'autres

réussiront. De cette manière les nouvelles règles seront imitées par les autres individus. Ces innovations se cristallisent en institutions qui acquièrent une certaine permanence. Ainsi, comme chez Hayek, on a bien un processus de sélection et d'imitation, mais la façon de l'envisager est bien différente : il n'y a aucun principe de sélection de groupe. Le succès d'une innovation institutionnelle traduit simplement que la réalisation des plans de certains individus a été facilitée. Elle ne signifie en aucun cas que l'on assiste à un processus d'adaptation à un ordre quelconque. Au contraire, l'innovation institutionnelle, nécessaire, est une menace permanente pour la cohérence de l'ordre institutionnel.

Comme chez Hayek, on peut rapprocher la théorie du processus cognitif et la théorie du processus institutionnel. Ainsi, chez Lachmann, on peut, tout d'abord, mettre en parallèle la conception de la connaissance comme « composé de pensées »² à partir duquel les individus puisent pour former leurs plans et le rôle de l'ordre institutionnel qui fournit aux individus des points d'orientations stables et favorise, lui aussi, la formation des plans. Ensuite, les innovations institutionnelles posent le problème de leur complémentarité avec l'ordre institutionnel existant, ce qui évoque le rôle des « informations nouvelles » et l'interrogation qu'elles suscitent sur leur caractère additif ou complémentaire à l'égard du stock de connaissances préalablement possédé. Enfin, de la même manière que le passage du temps rendait obsolètes certaines connaissances, la simple durée d'une institution peut en affaiblir le rôle, voire la rendre inadaptée à la stabilisation des actions individuelles. D'un point de vue plus général, on retrouve bien le même type de réflexion dans les deux domaines d'analyse : la théorie cognitive doit réfléchir à la façon dont la pensée se recompose de manière permanente et en identifier les conséquences ; la théorie des institutions doit analyser les modalités et les effets d'une restructuration permanente de l'ordre institutionnel sous l'effet de l'innovation, mais aussi du simple passage du temps.

1.3. Les contradictions des processus institutionnels

Le processus institutionnel est traversé par une tension fondamentale chez Lachmann, ce qui le rend contradictoire puisqu'il est soumis aux exigences de flexibilité et de cohérence et puisqu'aucun principe ne permet de les concilier de manière spontanée. Ce caractère contradictoire du processus est au cœur de sa réflexion. Il reste ouvert et devra être résolu,

2 Cette notion renvoie à l'idée d'un stock de connaissances que l'individu s'est constitué grâce à son expérience accumulée. Ce stock est structuré et permet d'intégrer les informations nouvelles et de les transformer en connaissances dont disposent les individus pour former leurs plans (cf. Lachmann, 1986) .

comme nous le verrons. Cette indétermination du résultat du processus peut être mise en parallèle avec son analyse du marché. De la même manière que l'on ne peut supposer la prépondérance des forces équilibrantes sur le marché, le processus institutionnel ne présuppose aucune force d'intégration spontanée.

On pourrait penser que le raisonnement de Hayek, qui affirme l'existence d'une telle logique d'intégration à travers son insistance sur l'adaptation à l'environnement, conduit à occulter totalement tout risque de contradiction interne au processus. Pourtant, à y regarder de plus près, un tel risque est aussi présent chez lui, même si la contradiction est soigneusement neutralisée par sa présentation. Il faut en effet, pour la mettre au jour, relier deux types d'affirmations présentées de manière distinctes par Hayek. D'une part la tradition, et en son sein la morale, représente un ensemble de valeurs qui conditionnent des conduites susceptibles de favoriser le fonctionnement de l'ordre spontané. Il y a donc équivalence entre respect des règles de conduite et adhésion à un ensemble de valeurs : « finalement le respect des règles ou l'adhésion commune aux mêmes valeurs peuvent assurer qu'une certaine configuration dans un certain ordre apparaîtra » (1981, p. 16). Ainsi, dans le cas où les individus suivraient des valeurs contraires à la logique de l'ordre spontané le risque de désagrégation se fera sentir. D'autre part, des valeurs contraires à l'ordre spontané continuent à guider certains individus ou groupes d'individus. C'est ici qu'apparaît le caractère contradictoire du processus institutionnel.

Pourquoi en effet des valeurs contraires à l'ordre marchand continuent-elles à gouverner certains comportements ? Hayek donne deux raisons. La première est la survivance des valeurs tribales, communautaires, du petit groupe. Cette survivance provient de la durée insuffisante du processus d'évolution : l'adaptation n'a pas eu encore le temps de s'étendre suffisamment. La seconde raison est la plus menaçante : la résurgence d'une morale communautaire provient de l'appartenance d'une partie de la population aux grandes organisations (Hayek, 1981, p.178). Or, non seulement les organisations sont, chez Hayek, efficaces pour atteindre des buts précis, mais, en outre, leur taille tend à s'accroître avec le développement de l'ordre spontané : « lorsque l'ordre spontané global s'étend, la taille des unités qui le composent s'accroît. De plus en plus ses éléments ne seront pas des économies d'individus mais des organisations (...) » (Hayek, 1988, p.37). On peut donc bien considérer que le processus est contradictoire, puisque le changement de règles qui favorise le fonctionnement et le développement de l'ordre spontané génère, de manière endogène, des valeurs contraires à l'ordre marchand.

Si Hayek et Lachmann cherchent à réfléchir à la relation entre institutions et évolution, leurs analyses ne peuvent être réduites à une conception naïvement évolutionniste qui s'appuierait exclusivement sur un processus de sélection des institutions les plus adaptées. Dans ses

fondements mêmes, l'analyse de Lachmann est éloignée d'une telle approche, puisque le concept d'adaptation ne joue pas de rôle dans sa réflexion sur le processus institutionnel. L'approche de Hayek, en revanche, utilise un tel concept et peut, sous certains aspects, être prise comme exemple d'une confiance excessive dans le processus de sélection. Ce serait pourtant oublier, comme nous venons de le voir, cette possibilité d'une formation endogène de valeurs contraires à l'ordre spontané. Mettant en évidence une tension interne au processus institutionnel, il retrouve alors Lachmann qui, dans une problématique différente, évoque une autre tension possible de ce processus : la nécessaire flexibilité des institutions génère, de manière incessante des menaces sur la cohérence indispensable de l'ordre institutionnel.

2. Ordres et organisations

Comment, alors, contenir et limiter les forces qui risquent de désagréger et de détruire les règles et les institutions qui permettent le maintien d'un ordre ? Les réponses apportées à cette question dépendent du type de danger identifié. La réponse ne pourra être que spécifique à chacune des deux approches, même si l'analyse des arguments révèle des structures communes de raisonnement. On peut ainsi identifier trois types d'oppositions que l'on retrouve de manière plus ou moins marquée selon les couples : spontanéité et organisation, permanence et changement, homogénéité et hétérogénéité. Mais si ces trois couples se retrouvent aussi bien chez Hayek que chez Lachmann, chacun d'eux se positionne de manière différente, voire symétrique, à leur égard. C'est cette symétrie des positions qui nous apparaît particulièrement significative du clivage de leurs représentations.

2.1. Spontanéité et organisations

Nous avons vu, chez Hayek, apparaître une contradiction du processus institutionnel. Pour identifier comment une telle contradiction peut être dépassée, il nous faut rassembler et trouver un sens commun à plusieurs de ses positions : celles, en particulier, qui sont destinées à montrer comment seront disciplinés les comportements et canalisées les tendances destructrices. Les organisations nous semblent trouver là une place essentielle.

Ces organisations sont, d'une part, subordonnées à l'ordre spontané d'ensemble ; elles sont, nous dit Hayek, « intégrées dans un ordre spontané plus vaste » (Hayek, 1980, p.54). Si elles sont efficaces pour atteindre des objectifs limités, les règles qui les régissent ne peuvent gouverner l'ordre de

la société dans son ensemble: « (...) nombre de ces différents types d'organisations délibérées plus larges n'ont présentement une place qu'à l'intérieur d'un ordre spontané plus englobant encore, et seraient inappropriés à l'intérieur d'un ordre global qui serait lui même délibérément organisé » (Hayek, 1988, p.53). D'autre part, les organisations ne peuvent être régies par un mode de fonctionnement démocratique. Celui-ci ne relève que du domaine politique. Le mode d'organisation hiérarchique, qui assigne à chacun sa place dans l'organisation et les objectifs partiels à atteindre, ne peut donc être l'objet d'une négociation interne. On voit ainsi, par cette position, que les actions des membres de ces grandes organisations sont étroitement canalisées. De cette manière, les valeurs contraires à l'ordre spontané ne peuvent s'exprimer dans les règles internes aux organisations. Les agents qui détiennent la capacité de décider, de commander et de structurer l'organisation sont ceux qui sont en contact direct avec le marché, les entrepreneurs. Les règles qui régissent le fonctionnement des organisations sont ainsi la traduction hiérarchique de la contrainte liée à l'intégration de l'organisation dans l'ordre spontané d'ensemble.

Cette canalisation par la discipline hiérarchique des organisations n'est qu'une des modalités d'un problème plus large : celui de la normalisation des comportements. Cette normalisation est opérée par le respect des règles. Mais ce respect ne résulte pas uniquement d'une simple adhésion spontanée. Parmi les règles qui produisent un ordre d'ensemble, dit Hayek :

« Certaines règles de ce genre seront suivies par tous les individus d'une société parce que leur environnement se reflète de la même façon dans leurs esprits. D'autres seront appliquées spontanément parce qu'elles feront partie de leur commune tradition culturelle. Mais il en est encore d'autres auxquelles il faudra parfois les obliger à obéir car, bien que l'intérêt de chacun le pousserait à les violer, l'ordre général qui conditionne l'efficacité de leurs actions ne s'instaurera que si ces règles sont généralement suivies » (Hayek, 1980, p.52).

Cette citation nous indique donc trois raisons qui expliquent pourquoi les individus suivent des règles. La première qui fait référence à la façon dont l'environnement se reflète dans l'esprit des individus renvoie à la théorie cognitive de Hayek. La seconde raison évoque la « commune tradition culturelle » et met l'accent sur le rôle de la tradition sur laquelle Hayek a insisté de plus en plus fortement. La dernière raison, enfin, souligne la nécessité de dépasser l'opposition entre intérêt individuel et respect des règles. Elle provient d'un problème de passager clandestin et souligne implicitement l'effet que le comportement rationnel des individus peut avoir dans le cadre d'une connaissance limitée.

Il n'y a ainsi que dans la perspective de la première raison que le respect des règles est spontané puisque ce respect découle du processus cognitif par lequel les individus enregistrent les caractéristiques de leur

environnement. La tradition suppose, chez Hayek, des comportements gouvernés par une raison qui reconnaît ses propres limites. Or, puisque les normes qu'elle instaure ont été sélectionnées parce qu'elles permettaient l'existence d'un ordre d'ensemble, et puisque l'ordre d'une « grande société » est, chez Hayek, soudé par les relations marchandes, la tradition devrait déterminer une soumission au marché. Le danger de la résurgence endogène des valeurs contraires à cet ordre doit être combattu par une action volontaire visant à imposer la diffusion de valeurs conformes. C'est ainsi en grande partie par l'exercice de la contrainte³, conséquence du double problème de passagers clandestins et de valeurs non compatibles, que la normalisation des comportements est opérée et l'ordre spontané maintenu.

Ainsi, le respect parfois contraint des règles et l'insertion des organisations dans un ordre marchand plus vaste se complètent pour tenter de dépasser cette tension interne qu'il repère dans ce processus de marché qui génère, par l'augmentation de la taille des organisations, des valeurs contraires à l'ordre marchand.

Partant d'une tension de nature différente, Lachmann tente de la dépasser en utilisant le couple spontanéité-organisation. Sa position nous paraît cependant symétrique de celle de Hayek, puisque c'est au contraire la logique d'organisation qui va être chargée de canaliser les évolutions spontanées. L'objectif étant de surmonter la tension permanente entre la flexibilité nécessaire des institutions et la cohérence de l'ordre institutionnel, Lachmann précise :

« Dans une telle société on pourrait dire que les institutions involontaires qui se développent graduellement comme le résultat non intentionnel et imprévisible de la poursuite des intérêts individuels s'accumulent dans les interstices de l'ordre juridique. Les interstices ont été planifiés, bien que les sédiments qui s'accumulent en leur sein ne l'aient pas été et ne puissent pas l'avoir été. Dans une société de ce type nous pourrions distinguer entre les institutions externes qui constituent, pour ainsi dire, le cadre extérieur de la société, l'ordre juridique et les institutions internes qui se développent graduellement comme le résultat des processus de marché et d'autres formes d'actions individuelles spontanées » (Lachmann, 1970, p.81). Les institutions externes relèvent bien d'une logique d'organisation, et ceci à un double titre. Elles sont, d'une part, volontairement conçues dans un but particulier (assurer la cohérence institutionnelle) et assignent aux actions individuelles non pas une place et un comportement précis mais un espace délimité pour l'innovation spontanée. Elles ont, d'autre part, comme origine des organisations publiques, juridiques et politiques. Le maintien de la cohérence de l'ordre institutionnel semble ainsi assuré par une

3 Comme l'indique Hayek dans la citation précédente lorsqu'il souligne : « il faudra parfois les obliger à obéir »

hiérarchisation des institutions dont certaines (les institutions externes) ont été, dit Lachmann, volontairement « planifiées ».

Aussi bien chez Hayek que chez Lachmann cependant la contradiction du processus institutionnel demeure au stade où nous en sommes arrivé. La façon dont s'articulent le domaine de la spontanéité et celui de l'organisation ne fournit que les fondement du dépassement de la contradiction. Il faut, chez les deux auteurs, préciser comment les éléments régulateurs réagissent aux changements. Dans les deux cas, comme nous allons le voir, l'analyse débouche sur le statut de l'Etat.

2.2. Permanence et changement

Ainsi, alors que Hayek en vient à mettre l'accent à la fois sur le rôle de la contrainte et sur la fonction régulatrice du marché, Lachmann s'oriente vers une analyse de la logique des institutions. Alors que l'approche du premier repose sur la confiance à l'égard de l'efficacité des processus marchands, celle du second ne présuppose pas une telle croyance. Il semble bien, alors, que la croyance libérale soit constitutive de l'approche même de Hayek, car elle en est un élément logiquement nécessaire ; en revanche, elle ne semble pas entrer en tant que telle dans le raisonnement de Lachmann. Cette conclusion ne peut cependant être que provisoire car, chez les deux auteurs, la contradiction du processus institutionnel demeure. Il nous faut maintenant, dans les deux cas, préciser comment les éléments régulateurs réagissent aux changements.

Chez Lachmann, cette réflexion est immédiate car elle est contenue dans la manière même dont il aborde le problème des institutions. Les institutions pragmatiques sont, selon lui, suivant en cela Menger, issues de la « volonté sociale ». Cette dernière s'exprime à travers les décisions du pouvoir politique. Les institutions politiques sont ainsi « les plus fondamentales dans le sens où ce sont elles qui désignent les détenteurs du pouvoir politique » car ce sont des institutions au sein desquelles il y a un pouvoir légitime de « former de nouvelles institutions et de modifier celles qui existent » (Lachmann, 1970, p.93).

L'Etat apparaît donc comme le lieu à partir duquel sont prises les décisions de formation et de transformations volontaires des institutions qui constituent le cadre externe. Envisagé de cette manière, ce cadre ne peut être fixe, construit une fois pour toute, ou ne variant que dans d'étroites limites. Il peut être radicalement transformé sous l'effet de la législation. Le problème du maintien et de la cohérence du cadre institutionnel impose une interrogation sur l'ampleur et le rythme de modification du cadre externe : « Le caractère sérieux de la menace potentielle pour la stabilité institutionnelle émanant du besoin de flexibilité est en grande partie une question de temps. Un changement lent est moins néfaste qu'un changement rapide. Presque n'importe quel changement prend du temps et il en est de même de ses

répercussions. La quantité de changements possible par unité de temps est aussi limitée. En ce qui concerne les institutions volontaires, il y a une limite à l'activité annuelle des concepteurs professionnels. Des dispositifs tels que la législation déléguée peuvent élargir ces limites mais ne peuvent pas les supprimer. Dans le cas des institutions involontaires cela prend du temps pour que les modes d'action qui réussissent se cristallisent en institutions » (Lachmann, 1970, p.89).

De ce fait, le flux de législation peut accroître l'incertitude pour deux raisons. D'une part si son rythme est trop rapide. D'autre part, si les principes qui fondent les nouvelles législations sont différents de ceux qui régissent l'ordre institutionnel. Pour assurer la permanence de cet ordre il faut donc qu'existe un ensemble d'institutions non soumis au changement. Ces institutions, Lachmann les appelle les « institutions charnières » : « les charnières immuables et connues en tant que telles permettent à d'autres éléments de « tourner » à l'intérieur de limites » (Lachmann, 1979, p.258).

Les institutions charnières réduisent ainsi l'incertitude tout en autorisant le changement. Elles fournissent les éléments permanents qui permettent aux individus de déterminer les limites dans lesquelles les institutions organiques peuvent se développer et se transformer ; elles permettent de prévoir les limites de la transformation des institutions pragmatiques. Dans le cadre de l'économie de marché, dit Lachmann, ces institutions charnières correspondent, entre autres, aux deux piliers de la propriété et des contrats (Lachmann, 1979, p.259).

Chez Hayek, l'affirmation d'une sélection spontanée des règles efficaces semble placer l'Etat au second plan. Pourtant, nous l'avons vu, des valeurs non conformes à l'ordre marchand peuvent émerger spontanément. En outre, l'émergence et le développement d'un droit conforme à l'ordre spontané rencontrent eux aussi des difficultés dont certaines sont évoquées par Hayek (le problème des erreurs d'interprétation du juge ou le biais que peut introduire son appartenance de classe)⁴, d'autres sont occultées (le problème d'incitation à la découverte des informations pertinentes dans un système juridique qui ne dispose pas de prix comme vecteur d'information et d'incitation). Or, chaque décision prise par un juge est cumulative,

4 « Mais la cause la plus fréquente est probablement que le développement du droit s'est trouvé aux mains des membres d'une classe particulière dont les idées traditionnelles leur font considérer comme juste quelque chose qui ne répond pas aux exigences plus générales de la justice. Il ne peut faire de doute que dans les domaines tels que les relations juridiques de maître à serviteur, de propriétaire à locataire, de créancier à débiteur, et à l'époque moderne entre les activités économiques organisées et leurs clients, les règles aient été largement modelées suivant l'optique de l'une des parties et ses intérêts propres ; spécialement là où, comme dans les deux premiers exemples cités, les juges provenaient presque exclusivement de l'un des groupes concernés », Hayek, 1980, p.107.

concède Hayek, puisqu'elle constitue la base d'une décision ultérieure. Le droit peut ainsi se développer dans une direction non conforme à l'ordre marchand⁵. Il doit donc pouvoir être corrigé par la législation, c'est à dire par l'Etat.

L'Etat doit ainsi être constitué afin d'empêcher les rétroactions positives (telles que les demandes à l'égard de l'Etat, que ce soit des demandes d'intervention publique, d'extension des droits sociaux ou d'augmentation des transferts), issues de valeurs non conformes qui accroissent la déviation à l'égard des institutions adaptées au fonctionnement de l'ordre marchand ; et afin d'instituer des rétroactions négatives (que la législation corrige la loi dans le sens du marché). Il s'agit donc, d'un côté d'empêcher les déviations, de l'autre de garantir la stabilisation. C'est dans une telle perspective que l'on peut replacer l'utopie constitutionnelle présentée dans le tome 3 de *Droit, législation et liberté*. Dès le premier tome de cet ouvrage, Hayek avertissait le lecteur de l'importance des utopies seules capables, lorsqu'elles ne visent pas « à remodeler la société de fond en comble » (Hayek, 1980, p.77), de faire saisir les caractéristiques abstraites d'un ordre global. Elles apparaissent, en conséquence, comme l'élément indispensable d'une « politique rationnelle » : « Mais une image idéale d'une société qui ne serait pas entièrement réalisable, ou une conception pilote de l'ordre global à viser, n'en est pas moins la condition préalable et indispensable d'une politique rationnelle, en même temps que la contribution essentielle que la science peut apporter à la solution des problèmes de politique pratique » (Hayek, 1980, p.77). D'un point de vue général, on peut ainsi considérer que l'utopie constitutionnelle, implicitement, cherche à établir les conditions pour que la sélection spontanée des règles débouche sur les résultats désirés. L'évolutionnisme hayékien présuppose donc un cadre constitutionnel immuable et au contenu clairement délimité. La réflexion constitutionnelle reflète et découle en effet logiquement du type d'évolutionnisme développé par Hayek. Arnold (1980) prolongeant les critiques de Buchanan l'avait déjà noté : Hayek développe un type d'évolutionnisme dans lequel l'environnement est spécifié sous la forme d'un code éthique particulier qui met la justice abstraite au-dessus de la loyauté concrète. Puisque c'est précisément ce code éthique qui peut être mis en péril par un processus endogène, la contrainte, sous la forme d'un ensemble de règles

5 « Si les lois dégagées par l'effort d'explicitation des règles de conduite présentent toutes nécessairement certaines propriétés désirables que ne présentent pas forcément les ordres d'un législateur, ce fait n'exclue pas qu'à d'autres égards ce genre de droit soit susceptible de bourgeonner dans des directions très indésirables. Et lorsque cela se produit le recours à la législation peut être la seule issue permettant la correction nécessaire. », Hayek, 1980, p. 106.

constitutionnelles, apparaît nécessaire pour neutraliser les comportements déviants et s'assurer que les règles sont conformes à l'ordre marchand.

La réflexion sur les institutions charnières, comme la proposition d'une constitution adaptée à l'ordre marchand, reflètent la commune attention de Hayek et Lachmann envers la nécessaire permanence d'un cadre institutionnel. Là s'arrête le parallèle car, alors que Hayek s'attache à identifier les contours d'une constitution souhaitable, Lachmann oriente son analyse vers une réflexion sur les processus institutionnels relevant de la sphère politique et vers l'analyse des interactions des institutions externes et internes. Une telle différence renforce et s'appuie sur une approche différente du problème de l'homogénéité des institutions.

2.3. Hétérogénéité et homogénéité

Lachmann définit clairement ce qu'il entend par homogénéité. Ce terme, dit-il, présuppose que « certaines propriétés communes sont partagées par toutes les institutions d'une société » (1970, p. 124). L'hétérogénéité signifie que toutes les parties constituant l'ordre institutionnel ne sont pas fondées sur un ensemble unique de principes. Or une telle hétérogénéité est indispensable car elle garantit la flexibilité des institutions, elle est « évidemment la base nécessaire de cette division des fonctions qui doit exister si le système doit fonctionner comme un tout » (1970, p. 125). L'homogénéité des institutions ne peut qu'être réduite au minimum : l'insistance de Lachmann sur le petit nombre d'institutions charnières permet de remplir cette condition.

L'analyse de Hayek, de son côté, présuppose un cadre constitutionnel totalement adapté à l'économie de marché. Cela signifie que, pour Hayek, implicitement, les institutions doivent être homogènes c'est à dire exclusivement adaptées au bon fonctionnement du marché. Les règles constitutionnelles, mais aussi les règles morales et de droit commun doivent contraindre les comportements individuels pour les normaliser. Ce sont non seulement l'ensemble des règles, mais aussi les comportements qui doivent être rendus homogènes. Comme nous l'avons vu, Hayek note incidemment les difficultés d'une telle représentation. Mais son analyse vise à montrer la possibilité d'une neutralisation de l'hétérogénéité des règles et des comportements.

La position de Lachmann apparaît donc strictement inverse à celle de Hayek : alors que chez ce dernier le domaine de l'hétérogénéité est le plus réduit possible, c'est chez Lachmann celui de l'homogénéité qui est minimisé. Cette position a une double conséquence. D'une part, le changement de constitution peut être intégré à l'analyse, alors que l'utopie constitutionnelle de Hayek fournit un cadre permanent susceptible de n'être modifié que dans ses modalités d'application et non dans ses principes fondamentaux. Cette possibilité de changement constitutionnel est en

parfaite adéquation avec l'insistance de Lachmann, à tous les niveaux, sur la nécessité de recomposition des règles face à l'environnement changeant. D'autre part, l'hétérogénéité, même limitée par le respect de quelques institutions charnières, conduit à poser le problème de la compatibilité des différentes institutions. Lachmann précise ce point en insistant sur l'interdépendance des institutions organiques et pragmatiques. Considérant l'ordre juridique comme appartenant essentiellement au domaine des institutions volontairement créées, il précise : « des changements dans l'ordre juridique peuvent affecter le champ de manoeuvre au sein duquel des individus peuvent se mouvoir et des institutions non intentionnelles se développer. D'un autre côté, l'évolution des institutions non intentionnelles crée aussi de nouveaux problèmes à l'ordre juridique » (1970, p.82). Il y a ainsi un problème de compatibilité verticale entre les institutions internes et externes qui se trouve au coeur même de la réflexion de Lachmann. La législation n'a alors pas comme seule fonction d'organiser les pouvoirs publics ou de corriger certaines déviations de la *common law* comme chez Hayek. Elle doit constamment s'attacher à maintenir la compatibilité des deux types d'institutions. Ce qui n'était chez Hayek qu'une fonction limitée de l'Etat (conséquence de la croyance aux bienfaits de l'évolution spontanée du droit) devient une action essentielle au maintien d'un ordre institutionnel.

Ces différences d'approches se retrouvent logiquement dans leurs analyses de l'effet négatif de l'introduction d'institutions non adaptées au bon fonctionnement du marché. Chez Hayek, des institutions qui visent à la redistribution des revenus, par exemple, détruisent les forces incitatives qui poussent les individus à exploiter leurs connaissances particulières de temps et de lieu. Elles empêchent le marché de fonctionner efficacement et légitiment une augmentation croissante de l'intervention publique. C'est ainsi le principe d'organisation qui s'accroît au détriment de celui qui gouverne l'ordre spontané issu des interactions marchandes. Lachmann aborde le même type de problème sous un angle différent. Prenant l'exemple de la loi de co-détermination allemande⁶, il affirme que cette loi, octroyant un rôle de décision aux salariés, limite la liberté d'action des détenteurs de capital, c'est-à-dire, en fait, l'étendu de leurs droits de propriété. Elle s'attaquerait ainsi à l'une des institutions charnières de l'économie de marché et mettrait en péril la permanence de l'ordre institutionnel, c'est à dire sa capacité à conserver des caractéristiques permanentes malgré le changement d'institutions individuelles. Sans cette permanence, les plans individuels n'ont plus cette ancre fiable qui leur est nécessaire. Ainsi, à l'incertitude créée par les interactions marchandes, se

6 Lachmann s'en prend à la loi allemande de 1976 selon laquelle dans les entreprises de plus de 2000 salariés, une moitié du conseil de surveillance est élue par les salariés, l'autre par les actionnaires.

surajoute une incertitude institutionnelle. Les forces déstabilisatrices sont ainsi considérablement renforcées. On perçoit maintenant la différence profonde entre Hayek et Lachmann sur ce point. Pour Hayek, certaines institutions conduisent à étendre un principe d'ordre (l'organisation) contraire à celui qui régit le marché ; pour Lachmann, ces institutions exacerbent les caractéristiques fondamentales du marché (l'incertitude et le risque permanent d'instabilité).

Les trois types d'opposition que nous venons de présenter (spontanéité/organisation, permanence/changement, homogénéité/hétérogénéité) permettent d'ores et déjà d'identifier les deux profils d'analyse différents que présentent Hayek et Lachmann. Si tous deux relient l'interrogation sur les institutions et sur leurs changements aux problèmes de la connaissance limitée des individus, et si chacun identifie une tension inhérente au processus institutionnel, les différences de leurs analyses témoignent des orientations divergentes de leurs interrogations. Lachmann s'attache à montrer comment s'articulent les institutions pragmatiques et les institutions organiques sans rejeter, comme le fait Hayek, la création intentionnelle d'institutions. Loin de tenter d'identifier le cadre institutionnel le mieux adapté au fonctionnement efficace d'une économie de marché, il met l'accent sur les institutions charnières, ensemble limité de règles qui confèrent à un ordre institutionnel son identité. Enfin, alors que Hayek repense l'ensemble des institutions autour des valeurs du libéralisme, Lachmann met l'accent sur l'hétérogénéité c'est-à-dire sur la possible diversité des principes organisateurs des institutions.

Ce sont bien deux profils différents d'analyse qui nous sont offerts. Dans les deux cas, comme nous l'avons vu, l'Etat apparaît nécessaire pour penser le dépassement de la tension inhérente au processus institutionnel. Il est alors logique que la réflexion sur le statut du politique surgisse à l'intérieur de chacune de ces approches.

3. Institutions politiques et pluralisme

Le domaine du politique peut être défini comme le lieu où se confrontent des acteurs aux intérêts et valeurs différents afin de prendre des décisions qui engagent l'ensemble des citoyens. Penser le politique dans la perspective d'une analyse du processus institutionnel signifie s'interroger sur les règles qui régissent le règlement des différends et la décision collective. Nous pouvons alors aborder la question du politique à partir de la question des fondements et du rôle du pluralisme, c'est-à-dire de la diversité des intérêts et des valeurs qui peuvent s'exprimer dans le débat public.

De ce point de vue, le clivage entre Hayek et Lachmann semble bien s'approfondir et prendre une nouvelle forme. Comme nous allons le voir, c'est une différence de nature épistémologique qui détermine une appréhension opposée du pluralisme et de la viabilité d'un ordre institutionnel.

3.1. Type idéal et réalité.

La méthodologie wébérienne a été abondamment discutée, dans les années 20, lors du séminaire de Mises (Cubeddu, 1997). Hayek et Lachmann n'hésitent pas à recourir à un raisonnement idéal-typique et, en cela, ils se démarquent de Mises. Ils se distinguent l'un de l'autre, en revanche, par la portée qu'ils attribuent aux types idéaux.

Mises, en 1929, s'était attaché à se démarquer de la position wébérienne. Weber en effet avait pris la théorie du marché concurrentiel comme exemple d'un type idéal⁷. Or le type idéal est obtenu, selon lui « en accentuant par la pensée des éléments déterminés de la réalité » (M. Weber, 1992, p.172). Mises, dans sa volonté de tracer une ligne de séparation nette entre théorie et histoire, ne pouvait accepter que les concepts économiques soient liés à la « réalité ». Il rejetait donc leur dimension idéaltypique pour affirmer, au contraire, le caractère purement logique et *a priori* de la praxéologie. Ainsi, souligne-t-il, les types idéaux, contrairement aux concepts de la théorie économique, ne possèdent pas de validité universelle. Ils appartiennent à l'histoire : « Un type idéal ne peut pas être construit sur la base d'une science formelle, théorique comme la praxéologie mais seulement sur la base des données historiques concrètes » (Mises, 1976, p. 180).

Sans s'en prendre directement à Mises, Hayek et Lachmann adoptent tous deux une position différente. Dès 1937, Hayek se démarque de la praxéologie de Mises. Dans « Economics and Knowledge », il présente son objectif comme la volonté de « combler » les propositions tautologiques de l'analyse de l'équilibre par des énoncés sur « la façon dont la connaissance est acquise et communiquée ». Ces énoncés, propositions empiriques, permettent, selon lui, d'analyser la « causalité dans le monde réel ». La

7 « La théorie abstraite de l'économie nous offre justement un exemple de ces sortes de synthèses qu'on désigne habituellement par « idées » (Ideen) des phénomènes historiques. Elle nous présente en effet un tableau idéal (Idealbild) des événements qui ont lieu sur le marché des biens, dans le cas d'une société organisée selon le principe de l'échange, de la libre concurrence et d'une activité strictement rationnelle. Ce tableau de pensée (Gedankenbild) réunit des relations et des événements déterminés de la vie historique en un tableau non contradictoire de relations pensées ». Weber (1992).

frontière entre théorie et histoire apparaît dès lors moins nette. Qu'en est-il alors du statut des types idéaux que Mises s'était attaché à séparer de la théorie ?

Hayek aborde effectivement cette question dans le texte de 1937. Il semble tout d'abord suivre la position de Mises lorsqu'il affirme que la « logique pure du choix » procède à partir d'hypothèses « communes à toute pensée humaine » qui sont « universellement applicables » (Hayek, 1937, p.37). Mais, ajoute-t-il, dès lors que l'on s'intéresse aux « processus sociaux », il faut introduire des propositions empiriques sur l'acquisition de connaissances. Il précise alors le statut des types idéaux dans une note que l'on peut interpréter en pensant à Weber lorsqu'il parle des « sociologues » et à Mises lorsqu'il s'agit du « théoricien économique » :

« La distinction tirée ici peut aider à résoudre la vieille différence entre économistes et sociologues sur le rôle que jouent les types idéaux dans le raisonnement de la théorie économique. Les sociologues soulignent habituellement que la procédure courante de la théorie économique nécessite l'hypothèse de types idéaux particuliers, alors que le théoricien économique souligne que son raisonnement est d'une telle généralité qu'il n'a pas besoin d'utiliser de quelconques « types idéaux ». La vérité semble être que, au sein de la logique pure du choix, il a raison dans son affirmation, mais que, dès lors qu'il désire l'utiliser pour l'explication d'un processus social, il doit utiliser des types idéaux d'une sorte ou d'une autre » (art. cité, p.47).

Or, puisque la théorie des processus sociaux doit devenir, pour Hayek, l'un des objets de l'analyse, cette théorie ne peut qu'utiliser des types idéaux. Nous avons vu la place centrale du concept d'ordre spontané dans l'analyse du processus institutionnel. Il est donc logique que celui-ci soit considéré comme un type idéal. A la différence du concept d'équilibre, dit Hayek, le concept d'ordre spontané a l'avantage de permettre de penser un ordre qui peut être approché progressivement, et qui peut être préservé dans un processus de changement : « Alors qu'un équilibre n'existe jamais réellement, il y a certaines raisons d'affirmer que le genre d'ordre dont notre théorie décrit un type idéal est approché à un haut degré » (Hayek, 1968, p. 184). On voit qu'à 30 ans de distance Hayek relie toujours étude des processus et types idéaux.

C'est une relation comparable que l'on trouve chez Lachmann. Pour lui, l'objectif est de « saisir la nature des processus qui se sont déroulés dans l'histoire et de fournir une base pour l'étude comparative de ces différents processus » (Lachmann, 1986, p.22). Le caractère inconnaissable du futur, qui découle du subjectivisme, interdit de construire des modèles abstraits dont la capacité prédictive constituerait un test. Ces modèles supposent la constance de certains paramètres, ce qui ne peut être accepté dans une conception qui s'attache à mettre en valeur le rôle déterminant de la subjectivité des interprétations et des anticipations. Les seules

généralisations légitimes, soutient Lachmann, concernent le passé puisque ce n'est que dans ce cas qu'il est possible de préciser les connaissances disponibles aux agents et les interprétations qui ont gouverné leurs comportements. Cela ne conduit pas cependant à dissoudre la théorie économique dans l'histoire car les « sciences sociales analytiques » (synonyme pour Lachmann de « praxéologie ») ont le rôle fondamental de construire des types idéaux. Malgré la référence à la praxéologie, Lachmann apparaît ainsi plus proche de Weber que de Mises. Il n'est dès lors guère étonnant qu'il en vienne, comme Weber, à assimiler le modèle du marché concurrentiel à une construction idéaltypique dans une position strictement inverse à celle de Mises (Lachmann, 1986, p.35-36).

C'est cette filiation wébérienne qui permet, en outre, d'éclairer la différence de conception des types idéaux chez Lachmann et Hayek. Nous allons le voir sur deux points importants pour notre propos : le problème des rapports entre type idéal et réalité et celui de la diversité des types idéaux.

L'un des avantages du concept d'ordre spontané, type idéal, est, comme l'a indiqué la précédente citation, de permettre de parler d'un ordre « approché à un haut degré ». Cet ordre est donc considéré par Hayek comme présent dans les phénomènes sociaux eux-mêmes. Nos sens, dit-il, ont « discerné certaines structures ou ordres récurrents dans les événements ». Et ce sont des « régularités de la nature » ou des « structures de la nature » que nous repérons (Hayek, 1967b). De ce point de vue, l'approche de Hayek semble bien opérer cette confusion entre type idéal et réalité que dénonçait fortement Weber : « L'idéal-type est un tableau de pensée, il n'est pas la réalité historique, ni surtout la réalité authentique, il sert encore moins de schéma dans lequel on pourrait ordonner la réalité à titre d'exemplaire » (Weber, 1992, p. 176). Et l'on pourrait, de la même manière, retourner contre Hayek la critique wébérienne de Marx : après avoir reconnu l'importance heuristique des concepts marxistes, Weber soulignait « leur danger dès qu'on les présente comme des « forces agissantes » réelles (ce qui veut dire en vérité : métaphysiques) ou encore comme des tendances etc. » (Weber, 1992, p. 189). Cette coupure profonde de l'approche de Hayek à l'égard de Weber est totalement étrangère à la démarche de Lachmann qui suit fidèlement l'auteur d'*Economie et société* lorsqu'il souligne que : « Les types idéaux et la réalité ne doivent pas être confondus » (Lachmann, 1986, p.37). La position adoptée sur les rapports entre types idéaux et réalité est importante pour notre propos car elle a un effet logique sur l'appréhension d'une éventuelle diversité des types idéaux. Tableau de pensée homogène, l'idéaltype est, pour Weber, une utopie, une représentation non contradictoire (Weber, 1992, p. 173). Il est élaboré à partir de points de vue particuliers qui reflètent les valeurs et l'intérêt du savant. Dans la mesure où un même phénomène peut s'approcher sous divers points de vue, on peut

tout à fait envisager qu'il suscite l'élaboration d'une pluralité de types idéaux. Ainsi en est-il par exemple du capitalisme :

« Il est possible ou plutôt il faut considérer comme certain qu'il est possible d'esquisser plusieurs et même à coup sûr un très grand nombre d'utopies de ce genre dont aucune ne ressemblerait à l'autre et, raison de plus dont aucune ne se laisserait jamais observer dans la réalité empirique sous forme d'un ordre réellement en vigueur dans une société mais dont chacune peut prétendre présenter l'« idée » de la civilisation capitaliste et dont chacune peut même avoir la prétention, dans la mesure où elle a effectivement sélectionné dans la réalité certaines caractéristiques significatives par leur particularité de notre civilisation, de les réunir en un tableau idéal homogène » (Weber, 1992, p. 173-174).

L'exemple de la théorie du cycle permet d'illustrer les positions respectives de Hayek et Lachmann sur ce point. Lachmann, une fois encore, se situe dans une stricte filiation wébérienne dans la mesure où il rejette toute recherche d'une théorie unitaire du cycle : il parle de la « quête douteuse » d'un « modèle du cycle des affaires » (Lachmann, 1986, p.30). Loin d'être de circonstance, cette affirmation se trouve dans le parfait prolongement des recherches sur le cycle qu'il avait menées dans les années 30. Elles le conduisaient à distinguer les théories autrichienne et keynésienne par exemple, non pas sur le mode vérité-erreur comme c'est le cas chez Hayek, mais comme deux conceptions complémentaires, l'une construite à partir d'une hypothèse d'anticipations élastiques et permettant de rendre compte des « booms forts », l'autre fondée sur des anticipations inélastiques et expliquant les « booms faibles ». Chacune, disait-il en 1956, « est probablement une généralisation indûment large de certains faits historiques » (Lachmann, 1956, p.101). Les deux théories apparaissant ainsi comme deux types idéaux différents ayant chacun son domaine de validité. La diversité de types idéaux fondés sur différents points de vue est donc bien présente chez Lachmann, alors qu'elle est incompatible avec la démarche de Hayek puisque la confusion entre type idéal et réalité ne peut que conduire à distinguer les constructions fausses de celles qui sont vraies. Au pluralisme méthodologique de Lachmann on pourrait ainsi opposer le monisme hayékien. Cette nouvelle opposition fait, d'une certaine manière, écho aux précédentes : l'hétérogénéité des institutions, chez Lachmann, peut être mise en correspondance avec son pluralisme méthodologique alors qu'homogénéité institutionnelle et monisme semblent se répondre chez Hayek.

3.2. Politique et débats publics

Les positions différentes sur la nature des types idéaux nous semblent constituer l'une des racines de conceptions distinctes du politique. Max Weber nous permet d'amorcer ici la réflexion, car il établit une relation

entre idéaltypes et débat public : « la seule voie qui permet de dépasser l'obscurité rhétorique », dit-il, « est celle de la détermination claire, rigoureuse et conceptuelle des différents points de vue possibles » (Weber, 1992, p. 198). Prenant l'exemple du libre-échange, il affirme que « pris au sens de conception du monde ou de norme de validité empirique « l'argument » est tout simplement chose ridicule » (ibid.). Puis il ajoute aussitôt : « quelque soit la nature des idéaux que chaque individu se propose défendre, le fait d'avoir mésestimé la valeur heuristique de la vieille sagesse des plus grands commerçants de la terre que nous avons exprimée dans des formules idéaltypiques, a occasionné de très grands préjudices dans nos discussions sur la politique commerciale. Ce n'est que par l'intermédiaire de formules idéaltypiques que l'on peut vraiment comprendre clairement la nature particulière des points de vue qui entrent en ligne de compte dans le cas particulier grâce à une confrontation entre l'empirique et l'idéaltype » (ibid.).

Ainsi, la diversité des types idéaux permet la confrontation des points de vue et favorise la clarification des termes du débat. Mais une telle conception suppose que soit fermement établie la distinction entre type idéal et réalité, ce qui, comme nous l'avons vu, n'est pas le cas chez Hayek. De ce point de vue, les positions différentes de Hayek et Lachmann sur les types idéaux doivent se retrouver dans la façon dont ils appréhendent le politique. Nous devons donc nous interroger, pour finir, sur la place et les caractéristiques du débat public.

Cette interrogation nous conduit à aborder les deux auteurs d'une manière indirecte car ni l'un ni l'autre ne considèrent directement le problème sous cette forme. Elle nous semble pourtant fournir un éclairage particulier sur leurs positions respectives. Considérons, pour commencer, la façon dont chacun envisage le rôle des groupes d'intérêts. Ce rôle est uniquement négatif chez Hayek, car, selon lui, l'action des groupes d'intérêts pervertit fondamentalement la démocratie : les majorités sont alors tentées, pour rester au pouvoir, d'attribuer des avantages particuliers aux divers groupes. Ces « démocraties de marchandage » deviennent des « démocraties totalitaires » voire des « dictatures plébiscitaires », car le mécanisme d'achat de vote incite le pouvoir à démanteler progressivement toutes les limites constitutionnelles qui avaient été érigées pour restreindre son action. En cela, il incite les groupes d'intérêts à s'organiser pour obtenir de nouveaux avantages particuliers. S'amorce ainsi un « processus cumulatif » (Hayek, 1983, p.180) institutionnel qui conduit nécessairement au socialisme, puisque l'Etat et les groupes d'intérêts se renforcent mutuellement.

Sans doute Lachmann est-il sensible à un tel risque de destruction endogène des limites du pouvoir politique. Ce n'est pourtant pas sous cet angle qu'il aborde principalement le problème des groupes d'intérêts : ces derniers sont, en fait, reliés à la dimension hétérogène des institutions. Ainsi,

la permanence d'un ordre institutionnel qui exige que soit résolu le problème de la complémentarité entre institutions hétérogènes, repose en outre sur un certain type de relations entre intérêts organisés :

« La théorie de l'ordre institutionnel que nous avons tenté d'esquisser nous force à juger toute structure donnée en termes de ses interrelations fonctionnelles dont la complémentarité des institutions est composée aussi bien qu'en termes des forces de l'action humaine qui sont déployées au sein de cette structure » (Lachmann, 1970, p.126). Dans cette perspective, les groupes d'intérêts acquièrent, de manière indirecte, un rôle régulateur. En effet, l'ordre institutionnel, pour Lachmann, trouve son fondement dans l'existence d'un compromis entre intérêts organisés, compromis qui se manifeste dans une constitution qui garantit la protection des institutions fondamentales dont l'ordre institutionnel a besoin. Sa stabilité dépend alors de la solidité de ce compromis. A travers une comparaison de la situation de l'Allemagne avant la guerre de 1914 et de la République de Weimar, Lachmann souligne la différence entre solidité du compromis et puissance sociale des groupes qui le composent. Alors qu'avant 1914 l'alliance entre la bourgeoisie libérale et les junkers avait constitué un « grand compromis », la République de Weimar n'avait connu qu'un « petit compromis » car aucun des groupes le composant (syndicats, église catholique, intelligentsia libérale) n'était convaincu de sa viabilité et de son avenir. Ainsi dans le premier cas l'ordre institutionnel avait un fondement solide bien que la base sociale des groupes au pouvoir ait été étroite, la situation exactement inverse prévalait dans le second.

C'est ce rôle du compromis entre intérêts organisés qui donne une place à la diversité des points de vue dans la théorie des institutions : « Cela signifie que les diverses parties du compromis ne verront pas simplement les termes du compromis, (...) mais aussi chacune des institutions mêmes dans lesquelles ces termes sont incorporés, dans leurs propres perspectives - et que ces perspectives peuvent différer largement » (Lachmann, 1970, p. 141). Le pluralisme méthodologique, fondé sur la séparation entre type idéal et réalité, trouve donc sa correspondance dans le pluralisme politique qui apparaît constitutif de la réflexion de Lachmann sur l'ordre institutionnel. Cet ordre, qui s'appuie sur un grand compromis, devient suffisamment stable pour que les institutions qui le composent servent de points d'orientation fiables aux acteurs. Pour être assuré de la permanence de cet ordre, il faut identifier les termes du compromis, la confiance des différents acteurs à son égard et la façon dont le changement constant des données sera interprété et affectera les intérêts en présence. Les conditions de la stabilité d'un ordre institutionnel ne sont pas liées, chez Lachmann, au contenu normatif de cet ordre.

Bien différente est l'analyse de Hayek qui propose une constitution au contenu libéral affirmé. Conséquence de la confusion entre type idéal et réalité, les propriétés considérées comme positives des ordres spontanés

doivent être reconnues par tout individu qui a conscience des limites de sa raison et accepte de laisser gouverner son comportement, en partie, par la sagesse des traditions héritées. La constitution hayékienne peut alors être interprétée comme l'instauration d'un dispositif établissant des filtres destinés à limiter, voire à empêcher, que les opinions divergentes n'aient un effet réel sur l'économie et la société. La normalisation des comportements, que les organisations assuraient en partie, se trouve prolongée dans l'organisation politique. Distinction entre une assemblée législative promulguant des règles générales et une assemblée gouvernementale décidant de l'affectation des dépenses, restriction du droit de vote, décentralisation du pouvoir gouvernemental⁸, autant de mesures qui aboutissent à restreindre le champ de la discussion publique et à instaurer la domination définitive du libéralisme :

« Une constitution du genre ici proposé rendrait évidemment impossible toutes les mesures socialistes de redistribution. Cela n'est pas moins justifiable que toute autre limitation constitutionnelle de pouvoirs, inspirée par le souci de rendre impossible la destruction de la démocratie et l'instauration de pouvoirs totalitaires. Au moins quand arrivera le temps – à mon avis pas très éloigné – où les illusions traditionnelles du socialisme seront reconnues pour vaines, il sera nécessaire de prendre toutes précautions contre les risques endémiques de rechute dans ces superstitions, qui engendrent périodiquement d'involontaires dérapages dans le collectivisme », (Hayek, 1983, p.180).

D'un côté, avec Hayek, l'homogénéité des institutions, la confusion entre type idéal et réalité, la réduction du domaine de discussion publique constituent un ensemble solidaire qui dessine les contours d'une représentation particulière des institutions. De l'autre, avec Lachmann, la primauté de l'hétérogénéité est complétée par une distinction entre type idéal et réalité qui pose les fondations d'une conception pluraliste du politique.

Les deux perspectives que nous avons analysées dessinent deux logiques des processus institutionnels. Chez Hayek, le processus est double mais, dans les deux cas, il s'oriente vers une fin identifiable. Lorsque règne la constitution libérale, les règles sélectionnées garantissent la pérennité de l'ordre spontané. Dans le cas contraire, le processus peut conduire à une domination de la logique d'organisation. Le seul espoir réside alors dans le triomphe de la vérité. Chez Lachmann, au contraire, le processus n'a aucune finalité propre, il est indéterminé et la stabilité de l'ordre institutionnel dépend de la configuration concrète des intérêts et de l'évaluation subjective des compromis sociaux par les acteurs. Cette stabilité est constamment

8 Cf. Hayek, 1983, ch. XVII

susceptible d'être remise en cause sous l'effet des changements des données et des interprétations individuelles.

La différence marquée des analyses de Hayek et Lachmann est d'autant plus notable que les deux auteurs, comme nous l'avons souligné au début de ce texte, développent une approche individualiste fondée sur la prise en compte de la connaissance limitée des individus. La différence de points de départ de la théorie des institutions (ordre spontané d'un côté, plans individuels de l'autre) ne saurait seule rendre compte d'une telle diversité d'analyse. Le rapport entre type idéal et réalité, s'il éclaire le lien entre conceptions épistémologiques et politiques, est plus l'une des modalités de l'opposition que sa cause fondamentale. La différence des approches semble plus profondément renvoyer à la place des positions normatives dans le raisonnement. De nombreux énoncés de Hayek (tendance vers l'équilibre, adaptation des schèmes de perception et d'action, sélection des règles efficaces) convergent dans une défense des actions spontanées liées aux interactions marchandes. Autrement dit, la dimension normative est présente au coeur même de son raisonnement, à travers une série d'hypothèses, propositions et analyses convergentes. Lachmann s'attache, au contraire, à tirer toutes les conséquences du subjectivisme, quelles qu'en soient les effets sur l'analyse du marché et des institutions. Il semble alors pratiquer cette neutralité axiologique qui est le propre, pour Weber, de la démarche scientifique. Sans doute est-ce l'une des raisons de l'intérêt que ses travaux ont suscité chez les auteurs qui ont cherché à penser la complémentarité entre les approches autrichiennes et institutionnalistes⁹.

BIBLIOGRAPHIE

Arnold R.A, (1980), « Hayek and Institutional Evolution », *The journal of Libertarian Studies*, vol. 4, n°4, p.341-352

Cubeddu R., (1997), « The Critique of Max Weber in Mises's Privatseminar », Groupe de recherche en épistémologie comparée, Cahier n° 9703, UQAM

Dulbecco P. et V. Dutraive, (2002), « Processus de marché et changement institutionnel : pour un dialogue entre tradition autrichienne et institutionnaliste », *Revue d'économie politique*, n°112, vol.2, p.229-253

Hayek F., (1937), « Economics and Knowledge » in Hayek (1948) *Individualism and Economic Order*, Routledge, p.73-82

Hayek F., (1952), *The Sensory Order : An Inquiry into the Foundations of Theoretical Psychology*, Londres, Routledge & Kegan Paul

Hayek F., (1963), « Rules Perceptions and Intelligibility », *Proceedings of the British Academy*, in Hayek, (1967a), p. 43-65

9 cf. P. Dulbecco et V. Dutraive (2002) pour une analyse récente.

- Hayek F., (1964), « The Theory of Complex Phenomena », in Hayek, (1967a), p.22-42
- Hayek F., (1967 a), *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Londres, Routledge and Kegan Paul
- Hayek F., (1967 b), « Notes on the Evolution of the System of Rules of Conduct » in Hayek (1967 a), p.66-81
- Hayek F., (1968), « Competition as a Discovery Procedure » in Hayek, F. (1978), p.179-190
- Hayek F., (1978), *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*, Londres, Routledge and Kegan Paul.
- Hayek F., (1980), *Droit, législation et liberté*, tome 1, trad.fse, Paris, PUF
- Hayek F., (1981), *Droit, législation et liberté*, tome 2, trad. fse, Paris, P U F
- Hayek F., (1982), *Droit, législation et liberté*, tome 3, trad. fse, Paris, PUF
- Hayek F., (1988), *La présomption fatale*, trad.fse, Paris, PUF
- Lachmann L., (1956), *Capital and Its Structure*, Londres, London School of Economics and Political Science; seconde éd. Kansas City, Sheed Andrews & MacMeel, 1978
- Lachmann L., (1970). *The Legacy of Max Weber*, Glendessary Press
- Lachmann L., (1976) « From Mises to Schackle: an Essay on Austrian Economics and the Kaleideic Society » in Lavoie (1994), p. 229-240
- Lachmann L., (1977), *Capital, Expectations and the Market process*, Kansas City, Sheed Andrews & MacMeel
- Lachmann L., (1979). « The flow of Legislation and the permanence of the Legal Order » in Lavoie (1994), p.249-260
- Lachmann L. (1986), *The Market as an Economic Process*, Basil Blackwell, Oxford
- Lavoie L, (1994), *Expectations and the Meaning of Institutions*, Londres et New york, Routledge
- Longuet S, (1999), « Cycles et anticipations. Perspectives autrichiennes », *Economie et sociétés, Oeconomia*, n°29, p.61-95
- Mises L. (1976), *Epistemological Problems of Economics*, New york University Press
- Rothbard M.N, (1995), « The Present State of Austrian Economics », *Journal des économistes et des études humaines*, vol. 6, n°1, p.43-89
- Rutherford M, (1994), *Institutions in Economics*, Cambridge University Press
- Selgin G.A, (1988), « Praxéologie and Understanding : An Analysis of the Controversy in Austrian Economics », *The Review of Austrian Economics*, vol.2, p.19-58
- Weber M, (1992), *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, coll. Agora, Presses Pocket